

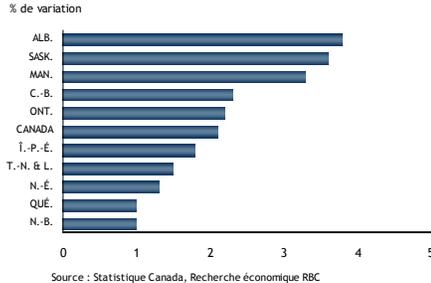
PERSPECTIVES PROVINCIALES

septembre 2012

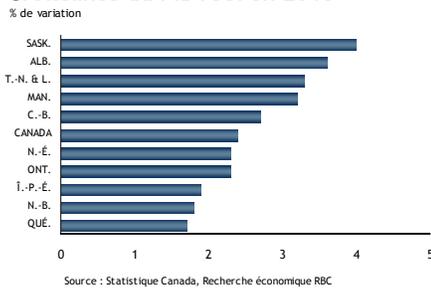
Les provinces de l'Ouest donnent le ton

- L'affaiblissement des données, depuis les *Perspectives provinciales* de juin, nous a amenés à apporter plusieurs révisions à la baisse de nos prévisions de croissance provinciale de 2012 et, dans une moindre mesure, de 2013.
- En dépit de ces révisions, la situation générale reste sensiblement la même : l'Ouest du Canada donnera encore le ton économique de ce pays au cours de cette année et la suivante.
- Les Prairies ont aussi réalisé de solides gains dans les secteurs agricoles.
- Dans l'ensemble, les provinces du centre et de l'Est n'ont pas vraiment de moteur de croissance et sont davantage assujetties aux contraintes budgétaires.
- Nous prévoyons que l'Alberta et la Saskatchewan échangeront leurs premiers rangs dans le classement de la croissance provinciale en 2012 et 2013.

Croissance du PIB réel en 2012



Croissance du PIB réel en 2013



Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

David Onyett-Jeffries
 Économiste
 416-974-6525
 David.onyett-jeffries@rbc.com

Laura Cooper
 Économiste
 416-974-8593
 laura.cooper@rbc.com

Un contexte plus difficile

La conjoncture dans laquelle évoluent les économies provinciales s'est alourdie cette année. À l'échelle internationale, nous avons vu l'Europe tomber en récession, le relâchement de la croissance de la Chine, une croissance léthargique aux États-Unis et la perte de vitesse des marchés des marchandises. Au pays, nous avons observé un resserrement des contraintes budgétaires, tant au fédéral qu'au provincial. Ces bouleversements ont freiné la croissance économique canadienne et nous ont amenés à abaisser d'un demi-point de pourcentage nos prévisions de croissance du PIB réel national pour 2012, et ce, depuis les *Perspectives provinciales* de juin, pour qu'il s'établisse à 2,1 %.

Toutes les économies provinciales demeurent en territoire expansionniste

Néanmoins, toutes les économies provinciales continuent de croître. Les résultats annuels cumulatifs indiquent une croissance soutenue dans tout le pays – elle évolue tout simplement à un rythme moins rapide que ce que nous avions prévu pour la majorité des provinces. De plus, bien que des risques importants menacent les perspectives, nous sommes d'avis que les conditions sont suffisamment favorables pour que les économies provinciales maintiennent leur expansion pour le reste de cette année, ainsi qu'en 2013.

Une croissance plus forte dans l'Ouest du Canada

Tout comme en 2011, nous nous attendons à ce que les taux de croissance varient d'une province à l'autre. L'Ouest du Canada devrait rester en tête, avec des taux au-dessus (et, dans de nombreux cas, bien au-dessus) de la moyenne nationale. Ces économies provinciales tirent leur épingle du jeu grâce au vigoureux secteur des marchandises. Les Prairies ont aussi profité de bons résultats dans les secteurs agricoles, en raison de la forte montée des prix agricoles provoquée par la sécheresse aux États-Unis. Dans les provinces à l'est de l'Ontario, nous projetons une croissance inférieure à la moyenne nationale. Dans l'ensemble, les provinces n'ont pas vraiment de moteur de croissance puissant et sont assujetties à un resserrement des contraintes budgétaires.

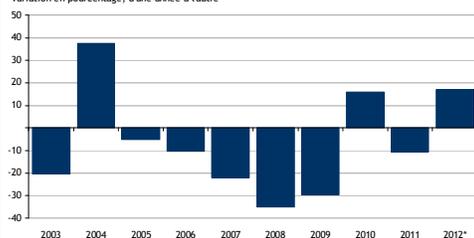
L'Alberta et la Saskatchewan échangent leur rang en 2012 et en 2013

Dans le présent numéro de *Perspectives provinciales*, nous avons revu à la baisse nos prévisions de croissance du PIB réel de 2012 pour toutes les provinces, à l'exception du Manitoba et de l'Île-du-Prince-Édouard. Les plus importantes décotes sont au Québec et au Nouveau-Brunswick, où les derniers résultats sont décevants. Nous avons aussi essentiellement abaissé nos révisions pour 2013 (le Manitoba et la Saskatchewan étant les exceptions). Dans le cas de la Nouvelle-Écosse, nos nouvelles prévisions de croissances plus faibles pour 2013 reflètent nos dernières hypothèses sur la synchronicité des avantages économiques par rapport au contrat de construction navale du fédéral. Nos révisions pour 2012 ou 2013 apportent peu de changements au classement des provinces en matière de croissance – nous prévoyons toujours que l'Alberta occupera le premier rang en 2012, suivie de près par la Saskatchewan ; ces deux provinces devraient échanger leur rang en 2013.

Légèrement au-dessus de la moyenne nationale

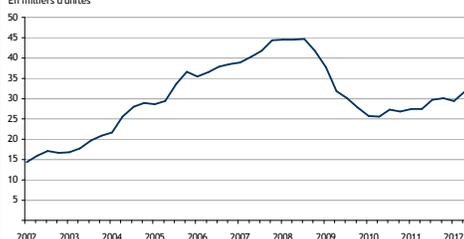
Exportations de bois d'œuvre aux États-Unis : Colombie-Britannique

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre

* janvier à juin
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Maisons en construction : Colombie-Britannique

En milliers d'unités



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

| | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel | 3,0 | 2,9 | 2,3 | 2,7 |
| Emploi | 1,7 | 0,8 | 1,8 | 1,5 |
| Taux de chômage (%) | 7,6 | 7,5 | 6,8 | 6,6 |
| Ventes au détail | 5,4 | 3,1 | 4,6 | 4,2 |
| Mises en chantier (unités) | 26 479 | 26 400 | 27 300 | 23 000 |
| Indice des prix à la consommation | 1,4 | 2,3 | 1,4 | 1,2 |

Robert Hogue
Économiste principal

En 2012, nous prévoyons que l'économie de la Colombie-Britannique évoluera modérément, légèrement au-dessus de la moyenne nationale. À ce jour, les secteurs provinciaux ont été assez dynamiques. Nous avons vu des signes encourageants apparaître sur les principaux marchés de l'exportation ; or, le rendement externe repose toujours, au mieux, sur des résultats inégaux. Nous prévoyons que le secteur commercial ralentira la croissance du PIB réel en le faisant passer de 2,9 % en 2011 à 2,3 % en 2012. L'accroissement de l'investissement dans deux nouveaux grands projets, qui verront le jour l'an prochain, contribuerait à une réaccélération de la croissance à 2,7 % en 2013.

Des signes généralement encourageants jusqu'à maintenant cette année

Les indicateurs économiques de la province ont été essentiellement positifs jusqu'à maintenant cette année, particulièrement pour le marché intérieur. Le marché de l'emploi continue de suivre une tendance haussière, affichant l'un des taux les plus élevés (1,9 %) au Canada, à ce jour cette année. Les consommateurs de la C.-B. ont semblé être assez motivés à dépenser, puisque les ventes au détail de la province se sont accrues plus rapidement que la moyenne nationale durant le premier semestre de l'année. Les ventes de véhicules automobiles neufs ont été particulièrement florissantes, affichant une hausse de presque 10 %. Malgré les prix résidentiels astronomiques à Vancouver, la construction résidentielle a été vigoureuse jusqu'à maintenant cette année ; le nombre d'unités résidentielles en construction dans la province a grimpé d'un taux annualisé de 17 % au cours des sept premiers mois de 2012. Toutefois, le marché résidentiel intérieur s'essouffle. La faiblesse est propre au marché de Vancouver, où les reventes ont dégringolé. Les reventes dans les autres régions de la province sont demeurées au même point. Nous prévoyons que l'investissement résidentiel apportera peu à la croissance économique cette année.

Résultats inégaux dans le secteur des exportations

En matière de commerce extérieur, nous avons observé des réalisations encourageantes sur le marché américain cette année. Plus précisément, le secteur de la construction résidentielle américaine s'est enfin extirpé de son marasme pour passer aux prémices d'une reprise. La hausse de la construction résidentielle au sud de la frontière a stimulé les exportations de bois de sciage résineux de la C.-B. vers les États-Unis de 17 % au cours du premier semestre de cette année ; il s'agit d'excellentes nouvelles, vu le déclin vertigineux des huit dernières années. Les exportations de bois d'œuvre aux États-Unis ont encore une bonne route à faire pour retourner à leur niveau antérieur à la détérioration du marché immobilier américain. Néanmoins, nous anticipons d'autres gains. Malheureusement, cette percée des exportations de bois d'œuvre cette année sera presque entièrement annihilée par le recul des autres marchandises et marchés. Après avoir affiché une hausse spectaculaire pendant six années consécutives, les exportations de bois d'œuvre de la C.-B. en Chine ont reculé cette année. Entre-temps, les exportations de gaz naturel de la Colombie-Britannique ont chuté et les exportations vers l'Europe ont été entachées par les aléas économiques du continent. Dans l'ensemble, les exportations de marchandises de la province ont peu varié jusqu'à ce jour cette année. Étant donné que les importations de marchandises ont réalisé une importante hausse de plus de 8 %, le secteur commercial va sûrement, une fois de plus, amortir la croissance dans la province.

Des projets d'investissement majeurs embellissent les perspectives à compter de 2013

Les perspectives de croissance de la Colombie-Britannique recevront un coup de pouce en 2013 grâce à deux grands projets : une commande de sept navires autres que de combat d'une valeur de 8 G\$ (sur huit ans) du gouvernement fédéral auprès de Seaspan Marine établi à Vancouver et la modernisation de l'aluminerie de Rio Tinto Alcan à Kitimat pour une valeur de 3,3 G\$. Nous sommes d'avis que ces projets procureront d'autres avantages économiques pour la prochaine année.

Afficher d'excellents résultats

L'économie albertaine a produit de très bons résultats jusqu'à maintenant en 2012 et, en matière de croissance, elle est sur le point de devenir la première économie devant celles des autres provinces, une fois de plus cette année. En 2011, l'Alberta occupait le premier rang, grâce à une croissance estimative du PIB réel de 5,2 %, ce qui fut aussi le taux le plus rapide qu'a connu la province en cinq ans. Bien que nous prévoyions un ralentissement modéré en 2012, nous projetons toujours que la croissance se maintiendra bien au-dessus de la moyenne nationale à 3,8 %. Les bonnes nouvelles ne semblent pas s'arrêter là. Nous nous attendons à ce que le fort dynamisme se poursuive en 2013, alors que nous prévoyons une progression du PIB réel de 3,6 %.

À plein régime

Nous mentionnions dans le numéro de juin de *Perspectives provinciales* que l'économie de l'Alberta avait commencé 2012 sur les chapeaux des roues, grâce à des gains constatés dans la majorité des secteurs. Les données publiées depuis confirment cette vigueur généralisée. Le marché de l'emploi affiche une hausse marquée cette année, en raison des nombreuses embauches dans les secteurs du dégazage, de la construction et de la fonction publique. Le taux de chômage albertain continue de baisser ; à 4,4 % en août, il s'agissait du taux le plus bas parmi ceux des provinces (à égalité avec la Saskatchewan). Les perspectives d'emploi favorables rendent les consommateurs de bonne humeur. Ils se sont rués vers les magasins en grand nombre et ont propulsé les ventes au détail de 9,5 % au cours du premier semestre de cette année par rapport à la même période l'an dernier. Qui plus est, les consommateurs de l'Alberta ont particulièrement eu un faible pour les gros achats – ils ont acheté davantage de véhicules automobiles neufs, ce qui s'est traduit par une hausse impressionnante de 13 %. Cet optimisme s'est aussi reflété sur le marché immobilier. Les reventes de maisons ont grimpé de presque 17 % au cours des sept premiers mois de cette année. Les mises en chantier ont explosé à un pourcentage encore plus impressionnant à 46 % au cours de la même période, bien que les niveaux demeurent substantiellement moins élevés que ceux du boom immobilier de 2005-2007.

L'investissement massif dans la production pétrolière porte maintenant ses fruits

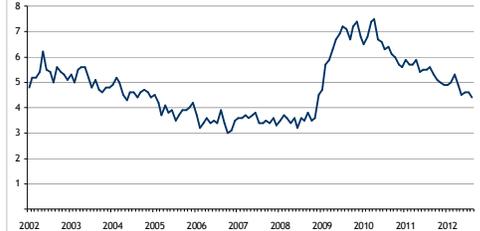
Le secteur énergétique reste vigoureux. Les mégaprojets liés au sable bitumineux continuent d'apporter un lot d'investissements sans précédent, bien que la récente volatilité des marchés énergétiques boursiers incite à la prudence au sein de l'industrie et se traduit par quelques retards annoncés. À ce moment-ci, nous ne nous attendons pas à un revirement important qui minerait les dépenses cette année. Toutefois, l'émergence d'une certaine réserve relative au sable bitumineux pourrait freiner les dépenses à moyen terme. Les investissements massifs dans la production pétrolière porte maintenant ses fruits. En dépit de quelques interruptions dans l'exploitation des sables bitumineux plus tôt cette année, la production pétrolière brute s'est accrue à un taux annualisé de plus de 10 % au cours des quatre premiers mois de 2012. S'il se maintenait jusqu'à la fin de l'année, ce taux de progression aura été le plus élevé depuis 2003. Entre-temps, la production de gaz naturel de l'Alberta est toujours en déclin, mais à son taux le plus bas (-1,8 % du début de l'année jusqu'en avril) depuis six ans.

Encore une croissance vigoureuse l'année prochaine

Le boom économique actuel de l'Alberta repose sur des assises solides et nous prévoyons le maintien d'une croissance rapide encore l'année prochaine (3,6 %). Malgré l'incertitude accrue à l'égard du financement de certains projets liés au sable bitumineux, nous sommes toujours d'avis que les investissements dans le secteur énergétique favoriseront grandement l'économie provinciale. Au-delà du secteur énergétique, nous constatons que de plus en plus de gens déménagent en Alberta, augmentant ainsi la taille de la population. Le renforcement des données démographiques constituera un autre facteur favorable au dynamisme de 2013.

Taux de chômage : Alberta

En pourcentage, non désaisonnalisés



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ventes de véhicules motorisés neufs : Alberta

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, non désaisonnalisés, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Alberta - prévisions en bref

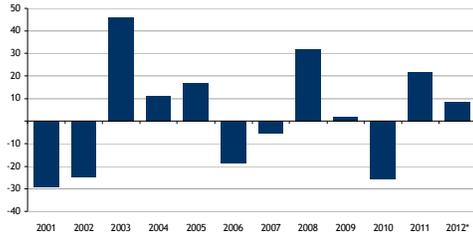
Variation en %, sauf indication contraire

| | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel | 3,3 | 5,2 | 3,8 | 3,6 |
| Emploi | -0,4 | 3,8 | 3,0 | 2,5 |
| Taux de chômage (%) | 6,5 | 5,5 | 4,6 | 4,5 |
| Ventes au détail | 6,0 | 6,9 | 8,8 | 6,4 |
| Mises en chantier (unités) | 27 088 | 25 704 | 32 800 | 32 000 |
| Indice des prix à la consommation | 1,0 | 2,4 | 1,1 | 1,4 |

Robert Hogue
Économiste principal

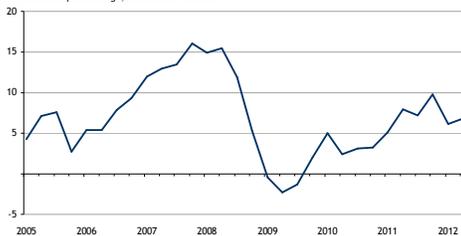
Production de blé, de canola et d'orge : Saskatchewan

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre

* Statistique Canada estimations
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ventes au détail : Saskatchewan

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

| | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| PIB réel | 4,0 | 4,8 | 3,6 | 4,0 |
| Emploi | 0,9 | 0,3 | 1,9 | 1,9 |
| Taux de chômage (%) | 5,2 | 5,0 | 4,9 | 4,6 |
| Ventes au détail | 3,4 | 7,5 | 6,4 | 6,2 |
| Mises en chantier (unités) | 5 907 | 7 031 | 9 000 | 7 800 |
| Indice des prix à la consommation | 1,3 | 2,8 | 1,9 | 2,5 |

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

Les récoltes semblent meilleures ; les mines et la construction un peu moins

Les fermiers de la Saskatchewan savent très bien que Mère Nature peut être parfois cruelle. Toutefois, les conditions météorologiques de la province, qui contrastent par rapport à celles d'autres régions cultivées dans le monde, leur donneront un coup de pouce cette année. Nous nous attendons à ce que la croissance vigoureuse du revenu agricole soit un facteur clé du maintien de l'expansion économique de la Saskatchewan, et ce, bien au-delà de la moyenne canadienne. Nous prévoyons que le PIB réel de la province progressera d'un solide 3,6 % en 2012, bien que ce pourcentage représente un léger recul de nos prévisions précédentes de 3,7 %, en raison des gains plus faibles que prévu dans le secteur minier et de la construction.

Les cultures agricoles de 2012 devraient prolonger les excellents gains de l'an dernier.

Les estimations des volumes de production des principales cultures de la Saskatchewan sont en hausse de presque 9 % depuis l'an dernier, ce qui prolonge la solide hausse de 22 % de 2011. Cette progression contraste nettement avec le déclin des cultures dans la plupart des grandes régions agricoles du globe, y compris la ceinture agricole des États-Unis ravagée par la sécheresse. Ce recul mondial des récoltes céréalières propulse les prix de la plupart des prix agricoles. Par conséquent, la Saskatchewan a pu conjuguer croissance vigoureuse de la production et hausse des prix, ce qui laisse entrevoir une saine montée du revenu agricole. Le gain du volume de la production correspond à nos prévisions antérieures, bien que l'incidence haussière du revenu agricole soit beaucoup plus forte en raison du bond imprévu des divers prix des céréales et des oléagineux.

Les prix des marchandises non alimentaires demeurent historiquement élevés

Depuis quelques années, la Saskatchewan profite généralement des prix élevés des marchandises, et ce, pour la plupart de ses principales exportations. Cette force s'étend au-delà des produits agricoles et a aussi été observée dans les prix des marchandises non alimentaires, tels que le pétrole et la potasse. Or, ces derniers mois, les prix de ces marchandises ont subi quelques pressions baissières en raison de la faiblesse de la demande de l'Europe ainsi que de celle de diverses économies émergentes comme la Chine. Il y a eu des ruptures dans la production de potasse en Saskatchewan au cours du premier semestre de cette année, ainsi que des annonces de retards et de réduction des investissements par certaines sociétés. À la lumière de cette situation, nous avons modestement abaissé nos prévisions pour la production minière et le secteur de la construction de la Saskatchewan pour 2012, quoique nous constatons toujours une certaine croissance dans ces secteurs. Nous sommes d'avis que la demande pour la potasse et autres ressources naturelles, bien qu'inférieure à nos prévisions, demeurera suffisamment robuste pour maintenir les prix à des niveaux historiquement élevés et ainsi soutenir l'expansion de l'activité minière et la construction cette année.

La Saskatchewan a un taux de croissance qui reste parmi les plus élevés

Le vigoureux dynamisme soutenu de l'économie de la Saskatchewan a été confirmé par la récente accélération de la création d'emplois jusqu'à ce jour cette année, après une progression étonnamment modeste en 2011. La vigueur sous-jacente de l'économie provinciale a également été soutenue par de récents résultats meilleurs que prévu dans les ventes manufacturières, le commerce de gros et les ventes au détail. Par conséquent, nous continuons de croire que la Saskatchewan sera l'un des moteurs de croissance parmi les provinces cette année et l'année prochaine, alors que l'activité passera à 3,6 %, puis à 4,0 %. En 2013, bien que nous prévoyions un certain ralentissement de la production agricole, le renforcement de l'activité des autres ressources naturelles amènera une progression de la croissance pouvant aller jusqu'à 4 %.

Quand la météo finit par collaborer

Cette année, le grand revirement que nous prévoyons dans le secteur agricole du Manitoba devrait ajouter une dimension à la croissance économique provinciale, absente en 2011. En fait, nous sommes d'avis que cet élan de l'activité agricole devrait être le principal moteur de croissance du PIB réel, qui passerait alors de 1,3 % en 2011 à 3,3 % en 2012. L'amélioration des perspectives du secteur agricole compensera largement la faiblesse imprévue observée récemment dans les secteurs importants de l'économie du Manitoba, comme le secteur manufacturier.

Le rebond de la production agricole coïncide avec la hausse des prix

Après deux années de temps inclément, la météo collabore enfin en 2012. Pour cette année, Statistique Canada prévoit que la production combinée du blé et du canola au Manitoba connaîtra une hausse impressionnante de 61 %, après les reculs de 30 % en 2011 et de 22 % en 2010, respectivement. L'augmentation de cette année contraste nettement avec les réductions draconiennes des cultures induites par la sécheresse aux États-Unis et, en général, une production plus faible dans un certain nombre d'autres grandes régions productrices dans le monde. Le resserrement de l'offre de céréales et d'oléagineux a propulsé les prix du marché de la plupart des cultures. Les producteurs manitobains vont vraisemblablement constater un bond important dans leur revenu agricole cette année. Nos prévisions du dernier trimestre tenaient déjà compte qu'un retour à la normale des conditions météorologiques entraînerait une importante hausse de la production agricole de 2012. Toutefois, ces prévisions tiennent aussi compte du coup de pouce supplémentaire des prix de vente plus élevés. Cette inclusion a contribué à une revue à la hausse de nos prévisions de croissance de la province qui, cette année, devrait passer à 3,3 %, contrairement à un taux de 3,1 % projeté au dernier trimestre ; cela a aidé à contrecarrer les faiblesses imprévues dans d'autres secteurs de l'économie provinciale.

L'affaiblissement du secteur manufacturier fait obstacle

L'un des secteurs ayant généré des résultats plus faibles que prévu jusqu'en mai de cette année a été le secteur manufacturier. Malgré la vigueur des ventes manufacturières d'équipements de transport et de machineries, une faiblesse s'est manifestement fait sentir dans la production de biens non durables. Plus précisément, l'industrie de la transformation alimentaire aurait subi un recul attribuable à un problème d'approvisionnement en certains produits (p. ex., pommes de terre, porc). Toutefois, ce problème devrait se résorber au fur et à mesure que l'année avance. Néanmoins, à la lumière de la faiblesse du secteur depuis le début de l'année, nous avons abaissé nos prévisions pour cette année, mais prévoyons une meilleure année en 2013.

La hausse des revenus agricoles stimule les dépenses

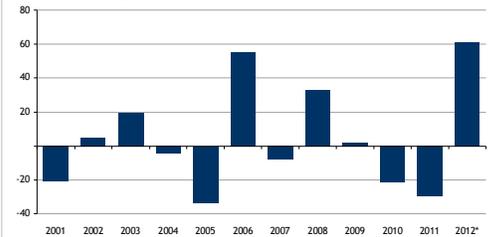
Les revenus agricoles plus élevés devraient stimuler les dépenses à la consommation dans la province. Les ventes au détail ont progressé modestement durant le premier semestre de cette année, bien que nous prévoyions plus de vigueur pour le reste de l'année ainsi qu'en 2013. Nous présumons également que ces revenus supérieurs stimuleront les investissements, ce que nous avons reflété en révisant à la hausse les dépenses dans le secteur de la construction dans la province.

La croissance demeurera vigoureuse en 2013

Nos prévisions pour 2013 supposent que les conditions météorologiques normales persistantes au Manitoba entraîneront d'autres hausses de la production des cultures dans la province, bien que nous prévoyions que cette croissance sera considérablement modérée par rapport à 2012. Il est tout probable que la progression des revenus agricoles provinciaux ralentira davantage s'il y a assouplissement des prix des cultures en raison d'une météo plus clémente dans d'autres régions productrices dans le monde au cours de la prochaine année (quoique la faiblesse des stocks maintiendrait certainement les prix déjà à des niveaux historiquement élevés). En 2013, la croissance générale du Manitoba sera, par conséquent, stimulée par un apport croissant du secteur manufacturier qui compensera le recul de la contribution du secteur agricole. D'autres dépenses en construction prévues stimuleront aussi la croissance de l'année prochaine. L'incidence nette de ces facteurs fera en sorte que la croissance demeurera sensiblement la même en 2013 à 3,2 %.

Production de blé et de canola : Manitoba

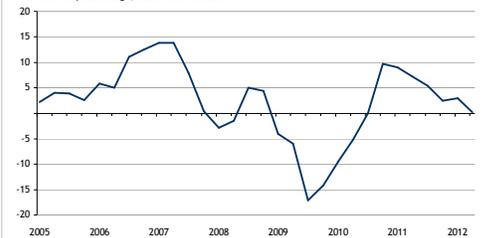
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



* Statistique Canada estimations
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ventes des fabricants : Manitoba

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

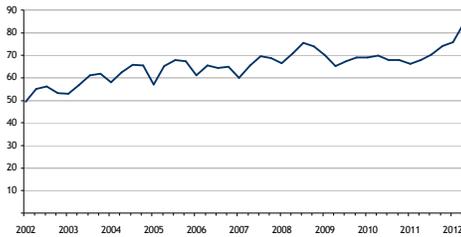
| | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| PIB réel | 2,4 | 1,3 | 3,3 | 3,2 |
| Emploi | 1,9 | 0,8 | 0,9 | 1,3 |
| Taux de chômage (%) | 5,4 | 5,4 | 5,4 | 5,1 |
| Ventes au détail | 5,7 | 4,3 | 3,0 | 4,8 |
| Mises en chantier (unités) | 5 888 | 6 083 | 6 900 | 5 700 |
| Indice des prix à la consommation | 0,8 | 2,9 | 1,6 | 2,0 |

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Bien en place

Maisons en construction : Ontario

En milliers d'unités



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Recherche économique RBC

Ventes des fabricants : Ontario

En milliards de dollars, chiffres désaisonnalisés



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

| | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel | 3,0 | 1,9 | 2,2 | 2,3 |
| Emploi | 1,7 | 1,8 | 0,9 | 1,3 |
| Taux de chômage (%) | 8,7 | 7,8 | 7,8 | 7,6 |
| Ventes au détail | 5,4 | 3,6 | 2,8 | 3,9 |
| Mises en chantier (unités) | 60 433 | 67 821 | 76 300 | 68 000 |
| Indice des prix à la consommation | 2,4 | 3,1 | 1,6 | 1,8 |

Robert Hogue
Économiste principal

L'économie de l'Ontario est bien en place, malgré le contexte blafard de cette année. Le dynamisme du secteur immobilier de la province et la reprise des exportations ont largement contribué à la croissance au cours du premier semestre de cette année, bien que les contraintes budgétaires au fédéral et au provincial l'aient ralenties. Nous jugeons que l'incidence nette des forces en jeu cette année se traduira par une timide accélération de la croissance qui s'élèvera à 2,2 %, contrairement à un taux estimatif de 1,9 % en 2011. Cette accélération est encourageante, puisqu'elle se produira à un moment où le taux de croissance nationale devrait ralentir ; toutefois, cela ne veut pas dire pour autant que l'économie ontarienne prospère. Le taux de croissance provincial prévu de 2,2 % sera inférieur à la moyenne de 3,4 % enregistrée par la province au cours des dix années précédant la récession. Nous ne prévoyons que de petites améliorations en 2013, avec un PIB réel croissant à un taux légèrement plus rapide de 2,3 %.

Un secteur immobilier chaud, chaud, chaud

Un facteur clé favorisant l'économie provinciale cette année est le secteur immobilier effervescent. Ce secteur a continué de contrer les attentes d'accalmie, le marché de la revente et des nouvelles constructions demeurant particulièrement vigoureux. Au deuxième trimestre, les ventes de maisons existantes ont été le deuxième meilleur marché pour cette période. Depuis le début de l'année, les reventes ont grimpé de plus de 4 % depuis les niveaux déjà élevés de l'année dernière. Entre-temps, la construction résidentielle explose dans la province. Le nombre de maisons en construction a atteint un niveau jamais atteint depuis le début des années 1970. Il y avait 23 % plus d'unités en construction au deuxième trimestre que durant la même période l'année dernière. Au cours des sept premiers mois de 2012, les mises en chantier étaient à leur niveau le plus élevé depuis 2006. Suivant deux bonnes années, l'investissement résidentiel continuera conséquemment à contribuer largement à la croissance en 2012 ; toutefois, nous prévoyons un ralentissement, particulièrement sur le marché de la revente où nous observons déjà des signes de modération depuis quelques mois.

Le secteur de l'automobile de retour à la normale

Cette année, une autre tendance encourageante en Ontario a été le maintien de la reprise du secteur manufacturier. Bien que cette reprise soit inégale dans le secteur, l'industrie de l'automobile – le cœur du secteur manufacturier de l'Ontario – a réalisé des gains substantiels. Profitant de la vague d'achats de véhicules automobiles, tant sur le marché américain que canadien, l'assemblage de véhicules légers a grimpé de plus de 19 % au cours des sept premiers mois de cette année. La production de véhicules automobiles neufs a pratiquement renoué avec les niveaux d'avant la récession. Or, les négociations de contrats entre les trois fabricants de Détroit et les syndicats pourraient toutefois compromettre la production advenant des arrêts de travail. En ce qui a trait à d'autres sous-secteurs manufacturiers de l'Ontario, le rendement est de loin plus faible dans le secteur des ordinateurs et de l'électronique ; le sous-secteur affiche un recul des livraisons qui ont atteint leurs plus bas niveaux en presque 20 ans.

Les vents contraires que sont les contraintes budgétaires

Les coupes dans le secteur public contraignent encore la croissance de l'économie ontarienne. Selon les estimations du ministre des Finances de l'Ontario, les dépenses gouvernementales en biens et services et les dépenses en capital ont décliné au premier trimestre de cette année, soit pour un cinquième trimestre consécutif. Cette austérité peut aussi être attribuable, en partie, au recul de l'embauche dans la fonction publique depuis l'année dernière. Bien qu'elles aient été nécessaires pour assainir le budget du gouvernement, ces corrections budgétaires souffleront de puissants vents contraires sur l'économie de l'Ontario, et pourraient bien se prolonger à moyen terme.

Résultats ternes jusqu'à maintenant en 2012

Ces jours-ci, les choses ne sont pas faciles pour l'économie du Québec. L'activité à ce jour est atone dans de nombreux secteurs et la croissance économique de la province en souffre. Nous avons été très déçus des reculs mensuels des estimations du PIB réel, de mars à mai, ce qui signifie vraisemblablement que l'économie québécoise a fonctionné en sens inverse au deuxième trimestre de cette année. Cette tournure imprévue des événements nous a amenés à abaisser nos prévisions de croissance du PIB réel pour 2012, en le faisant passer de 1,6 % à 1,0 %. Néanmoins, nous croyons que quelques-uns des facteurs ayant étouffé la croissance au cours du premier semestre de l'année n'étaient que temporaires et que le rythme d'expansion s'accélénera à 1,7 % l'année prochaine.

Résultats décevants au deuxième trimestre de 2012

L'évaluation du rendement de l'économie québécoise et des perspectives y afférentes ont été tout un défi. Les indicateurs clés, comme l'emploi, ont été particulièrement volatils au cours de la dernière année et un certain nombre de facteurs spéciaux – notamment un hiver étonnamment chaud, des mois de protestations des étudiants et les craintes face à l'économie mondiale – ont compliqué l'analyse économique de la province. Avec davantage de données de 2012 désormais disponibles, le portrait se précise un peu et déçoit. Les estimations mensuelles du PIB réel publiées par l'*Institut de la statistique du Québec* (un indicateur généralement fiable de l'activité économique de la province) ont régressé lors des quatre des cinq premiers mois de 2012. Les baisses successives de mars à mai signifient vraisemblablement que l'économie du Québec s'est légèrement contractée au deuxième trimestre par rapport au premier. Cette contraction contraste avec la croissance nationale enregistrée et nos attentes précédentes quant à la reprise du dynamisme après la croissance léthargique des quatre précédents trimestres.

Un manque de vigueur généralisé cette année

Depuis le début de l'année, l'économie du Québec se situe à peine plus loin d'où elle était à la même période l'année dernière (en hausse d'à peine 0,4 %). Le manque de vigueur a été apparent dans plusieurs secteurs, tant au privé qu'au public. Au privé, la production est demeurée essentiellement au même point dans les secteurs de la fabrication, du commerce au détail et de la construction, alors qu'elle a chuté dans les secteurs des services publics, l'agriculture, la foresterie, les arts et les loisirs. Au public, les déclinés se sont fait sentir dans l'éducation et l'administration publique. Un certain nombre de facteurs ont contribué à la faiblesse de cette année, notamment un arrêt de travail de six mois à une aluminerie, qui a nui à la principale marchandise d'exportation du Québec ; un hiver étonnamment plus clément réduisant ainsi la demande en électricité ; les mois de protestations des étudiants interrompant ainsi l'année scolaire des universités de la province ; la récente frousse économique mondiale et la volatilité des emplois dans la province qui mine la confiance des consommateurs. Les contraintes budgétaires au fédéral et au provincial y ont aussi joué un rôle.

Le taux de croissance devrait atteindre sa moyenne de 10 ans en 2013

Nous prévoyons que la plupart de ces facteurs cesseront de retenir l'activité économique de la province, permettant ainsi une reprise modérée de la croissance qui atteindrait sa moyenne de 10 ans de 1,7 % d'ici 2013. L'amélioration des perspectives en matière d'exportations québécoises vers le marché américain et d'importants investissements dans la province (particulièrement dans le secteur des ressources) seront les moteurs clés de cette accélération. Les efforts de réduction du déficit gouvernemental étant dans le passage le plus difficile l'an prochain, la croissance du Québec devra encore affronter les vents contraires que représentent les contraintes budgétaires.

PIB réel mensuel : Québec

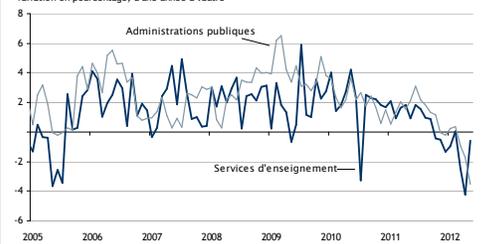
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

PIB réel des industries : Québec

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

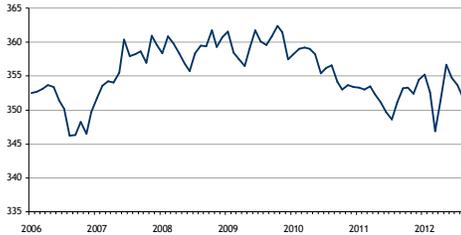
Variation en %, sauf indication contraire

| | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel | 2,5 | 1,7 | 1,0 | 1,7 |
| Emploi | 1,7 | 1,0 | 0,3 | 1,1 |
| Taux de chômage (%) | 8,0 | 7,8 | 7,9 | 7,9 |
| Ventes au détail | 6,2 | 2,9 | 2,2 | 4,0 |
| Mises en chantier (unités) | 51 363 | 48 387 | 47 000 | 41 000 |
| Indice des prix à la consommation | 1,3 | 3,0 | 2,2 | 1,8 |

Robert Hogue
Économiste principal

Emploi : Nouveau Brunswick

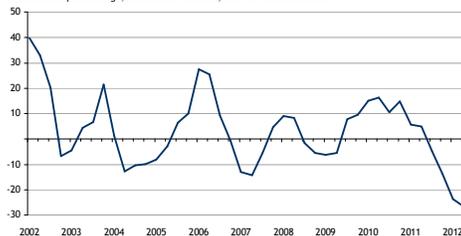
Chiffres désaisonnalisés, en milliers



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Construction d'immeubles non résidentiels : Nouveau Brunswick

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, chiffres désaisonnalisés



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

| | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| PIB réel | 3,1 | 0,2 | 1,0 | 1,8 |
| Emploi | -1,0 | -1,1 | 0,5 | 1,0 |
| Taux de chômage (%) | 9,3 | 9,5 | 9,8 | 9,3 |
| Ventes au détail | 5,0 | 4,8 | 1,5 | 4,1 |
| Mises en chantier (unités) | 4 101 | 3 452 | 3 400 | 3 200 |
| Indice des prix à la consommation | 2,1 | 3,5 | 2,0 | 1,9 |

Laura Cooper
Économiste

David Onyett-Jeffries
Économiste

Respect des cibles budgétaires

Un faible volume d'exportations, un marché de l'emploi anémique et les coupures dans la fonction publique ont été des facteurs déterminants pour l'économie du Nouveau-Brunswick l'an dernier ; 2012 se dessine de la même façon, bien qu'il existe une petite lueur d'amélioration de la performance. Toutefois, l'amélioration plus importante que nous avions prévue n'a pas été confirmée par les données économiques à ce jour. Plus précisément, la hausse des investissements que nous avions anticipée pour le secteur privé ne s'est pas réalisée. En fait, une chute remarquable des dépenses de construction non résidentielle au cours du premier semestre de cette année nous a poussés à abaisser à 1,0 % nos prévisions de 2012 (comparativement à un taux de 1,6 % dans le numéro de juin de *Perspectives provinciales*).

Objectifs budgétaires atteints jusqu'à présent

Après avoir généré son plus important déficit en presque deux décennies en 2009-2010, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a dressé un plan d'équilibre budgétaire à réaliser d'ici 2014-2015, plan qui a abouti, en 2011-2012, au premier programme de réduction des dépenses en 11 ans. Les résultats cumulatifs annuels montrent que le gouvernement provincial est en voie d'atteindre ses cibles budgétaires. Les comptes publics de 2011-2012 récemment publiés ont révélé un déficit de 261 M\$, reflétant un montant de 188 M\$ inférieur au montant prévu. Bien que le budget prévoie une modeste hausse des dépenses pour 2012-2013, il requiert aussi une réduction des projets d'investissement public au cours des prochaines années. Par conséquent, nous prévoyons que les contraintes budgétaires, tant au provincial qu'au fédéral, continueront de nuire à la croissance du Nouveau-Brunswick en 2013.

La chute de la construction non résidentielle

Au début de 2012, le Nouveau-Brunswick avait récupéré presque la moitié des emplois perdus depuis les sommets atteints en 2009. Cette récupération a permis un certain optimisme – la province serait en mesure de renverser la tendance baissière de trois ans que subit son marché de l'emploi. Malheureusement, avec le soleil d'été est venue une autre ronde de données d'emploi moroses. Avec la poursuite de la diminution notable de l'embauche dans la fonction publique dans un contexte d'austérité au fédéral et au provincial, la création d'emplois, dans son ensemble, sera limitée à court terme. De plus, les mesures d'austérité du gouvernement ont entraîné une réduction de l'investissement dans le secteur public et, bien que les dépenses en capital devaient servir de lueur d'espoir pour l'économie, la construction non résidentielle a plongé jusqu'à maintenant cette année. La combinaison des reculs de 18 % et de 16 % dans les secteurs de la construction industrielle et de la construction commerciale a entraîné une réduction des dépenses en capital dans le secteur public et a contribué à la dégringolade de presque 27 % de la construction non résidentielle dans son ensemble.

Perspectives d'avenir plus reluisantes

En dépit de l'incertitude économique au Nouveau-Brunswick qui a eu cours en 2012, les perspectives pour 2013 devraient être meilleures. La production de potasse devrait augmenter grâce à l'achèvement de l'expansion de la mine Sussex. L'exportation d'électricité devrait connaître une hausse, alors que la centrale de Point Lepreau reprendra du service après quatre années de remise à neuf. Les modestes gains des exportations forestières au printemps reflètent l'amélioration des données du marché immobilier américain. Étant donné que l'économie au sud de la frontière semble prendre du mieux, nous nous attendons à d'autres progrès. Nous prévoyons que cet essor des exportations sera contagieux et touchera d'autres secteurs de l'économie, soutenant ainsi la vigueur renouvelée des ventes au détail et de l'emploi en 2013. En dépit du ralentissement causé par l'austérité budgétaire et la fermeture de la mine Brunswick de Xstrata, l'envol des exportations devrait maintenir la croissance économique à un taux modéré de 1,8% en 2013.

Une économie en attente

Cette année, l'économie de la Nouvelle-Écosse affronte toujours d'importants vents contraires. Les baisses de production récurrentes au gisement de gaz naturel de l'île de Sable, les retards de lancement de la production du projet de gaz naturel Deep Panuke, les prix du gaz naturel à leur plus bas en 10 ans et les fermetures des papetières ont pesé lourd sur l'économie provinciale jusqu'à maintenant en 2012. Les entreprises du secteur des ressources naturelles devraient pendre du mieux d'ici la fin de l'année. Toutefois, elles ne réussiront qu'à éponger partiellement la faiblesse antérieure ; nous anticipons une croissance globale modeste à un taux de 1,3 % en 2012. L'afflux massif de capitaux vers les grands projets d'investissement et une année complète d'exploitation à Deep Panuke devraient provoquer une accélération de la croissance en 2013. Cela étant dit, les dernières indications de retards dans le contrat du gouvernement fédéral en lien avec le chantier naval d'Irving à Halifax nous ont amenés à reporter la prise en compte des premiers avantages économiques du contrat à une période ultérieure à ce que nous avions prévu. Par conséquent, nous avons abaissé nos prévisions de croissance pour 2013, de 3,2 % en juin à 2,3 %.

Chute des exportations de papier et du gaz naturel

Les baisses de production de gaz naturel et du papier et le ralentissement de l'économie américaine ont considérablement nui aux exportations internationales de la Nouvelle-Écosse. L'interruption prolongée de la papeterie NewPage et l'annonce faite en juin de la fermeture de l'usine Bowater Mersey ont drainé les exportations de papier de 80 % à ce jour cette année. Les baisses récurrentes de la production de gaz naturel et la réorientation des ventes de gaz naturel vers le marché provincial ont contribué à une chute de 93 % des exportations de gaz, du début de l'année jusqu'en juin. Ce recul considérable des exportations a été partiellement annulé par un bond des exportations de pneus (propulsées par le rebond de la production automobile aux États-Unis) et les gains réalisés par l'industrie de la pêche en dépit de la grève de l'Association des pêcheurs professionnels de homard.

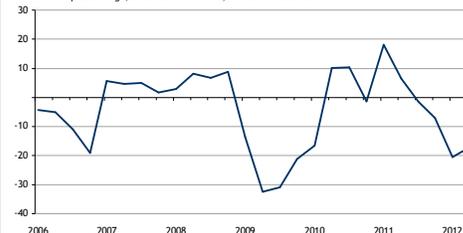
L'économie provinciale clopine

Par opposition à la faiblesse économique extérieure, la Nouvelle-Écosse montre des signes de croissance provinciale modérée soutenue jusqu'à ce jour en 2012. Après avoir affiché un taux moyen de seulement 0,3 % entre 2008 et 2011, la création d'emploi s'est accélérée à plus de 1 % en début d'année, grâce à l'embauche massive dans le secteur privé. En retour, l'amélioration du marché de l'emploi a aidé les ventes au détail de la province, qui ont été assez vigoureuses au premier trimestre de 2012. Bien que la création d'emplois ait stagné au printemps, freinant ainsi l'élan des détaillants, nous croyons en une reprise du marché de l'emploi au second semestre de cette année, qui, selon nous, stimulera la consommation dans la province au cours de la prochaine période.

En vitesse supérieure l'an prochain

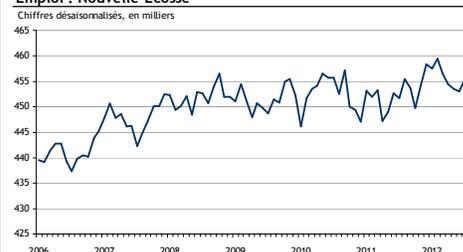
Après une année complète d'exploitation du gisement de Deep Panuke, propulsant la production de gaz naturel l'an prochain et ravivant un secteur qui pesait lourd sur l'économie au cours des dernières années, nous sommes d'avis que l'économie de la Nouvelle-Écosse passera en vitesse supérieure en 2013. Cette vive croissance sera également soutenue par la reprise de la production à la papetière NewPage, ainsi que par le début des travaux d'exploration pétrolière de Shell d'une valeur de 971 M\$. Pour 2013, nous prévoyons une hausse des dépenses en vue de la phase préparatoire du contrat de construction navale de 30 ans d'une valeur de 25 G\$ (quoique cette hausse soit inférieure à nos prévisions antérieures) et une augmentation des dépenses en capital en lien avec le projet Donkin Coal. Ces projets vont grandement améliorer les perspectives de croissance de la Nouvelle-Écosse.

Exportations provinciales, selon les statistiques douanières : Nouvelle-Écosse
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, non désaisonnalisées



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Emploi : Nouvelle-Écosse



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

| | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| PIB réel | 1,9 | 0,5 | 1,3 | 2,3 |
| Emploi | 0,2 | 0,1 | 0,9 | 1,2 |
| Taux de chômage (%) | 9,3 | 8,8 | 9,0 | 8,5 |
| Ventes au détail | 4,5 | 3,5 | 4,0 | 4,0 |
| Mises en chantier (unités) | 4 309 | 4 644 | 4 400 | 4 500 |
| Indice des prix à la consommation | 2,2 | 3,8 | 2,1 | 2,0 |

Laura Cooper
Économiste

David Onyett-Jeffries
Économiste

Population : Île-du-Prince-Édouard

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, non désaisonnalisées, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Exportations provinciales, machinerie et équipement : Île-du-Prince-Édouard

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, non désaisonnalisées



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

| | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|------|------|-------|-------|
| PIB réel | 2,6 | 1,1 | 1,8 | 1,9 |
| Emploi | 3,0 | 1,9 | 1,4 | 1,0 |
| Taux de chômage (%) | 11,1 | 11,4 | 11,0 | 10,3 |
| Ventes au détail | 5,3 | 5,6 | 5,1 | 4,2 |
| Mises en chantier (unités) | 756 | 940 | 900 | 800 |
| Indice des prix à la consommation | 1,8 | 2,9 | 2,1 | 2,0 |

Laura Cooper
Économiste

David Onyett-Jeffries
Économiste

Tout en modération

Avec une croissance économique prévue des plus vigoureuses parmi celles de toutes les provinces de l'Atlantique en 2012, l'Île-du-Prince-Édouard profite d'une bonne période dans ses exportations et de sa résilience soutenue sur le marché intérieur. Bien que nous nous attendions à ce que l'économie provinciale affronte des vents contraires – attribuables, en grande partie, aux contraintes budgétaires et au ralentissement de la croissance de la population – la performance générale continuera de s'améliorer modérément, avec une accélération de la croissance de son PIB réel de 1,1 % en 2011 à 1,8 % en 2012 et à 1,9 % en 2013.

Les exportations à leur plus haut

Après avoir atteint de nouveaux sommets en 2011, les exportations de machineries et d'équipements sont encore soutenues par l'industrie aérospatiale, à un taux annualisé de 176 % au deuxième trimestre de 2012. Les gains nominaux robustes peuvent aussi être attribués aux données favorables des secteurs de l'agriculture et de la pêche, soutenus d'abord par la vigueur renouvelée des prises de homards alors que la valeur des récoltes du printemps a augmenté (en dépit du faible prix des homards qui a cours depuis plusieurs années). Bien que l'été froid et pluvieux ait nui au secteur agricole, les semaines de sécheresse et de temps chaud ont apporté leur lot de défis aux plus importantes cultures de la province. Les exportations de pommes de terre ont chuté de 31 % à ce jour cette année, alors que les prix des fèves de soja ont grimpé, touchant ainsi les éleveurs de bétail qui dépendent de cette légumineuse pour nourrir les animaux. Les croisières qui devaient être nombreuses cette année ont chuté de presque 70 % depuis les niveaux de l'été dernier. En dépit de ces défis, les exportations ont grimpé en 2012 et seront désormais soutenues par l'amélioration de la croissance américaine, alors que les industries émergentes des biosciences et de l'énergie renouvelable procureront une assise pour une croissance à plus long terme.

Décélération de l'accroissement de la population

Après quatre années d'un fort accroissement de la population, ce moteur essentiel à l'activité économique a grandement décéléré en 2012 ; or, son incidence a été faible jusqu'à maintenant. Le secteur immobilier connaît une bonne année. Les reventes de maisons sont en hausse de 26 % jusqu'à maintenant cette année et les mises en chantier ont repris de la vigueur au deuxième trimestre ; les taux annualisés ont rebondi en s'approchant du niveau de 2011 qui a été la meilleure année de la province en 23 ans. Les ventes au détail ont affiché une hausse impressionnante à ce jour cette année malgré un certain ralentissement au deuxième trimestre, bien que toute incidence néfaste d'une décélération de la croissance de la population sur ce secteur ait fort bien pu être supplantée par l'effet positif d'un marché de l'emploi dynamique ; le taux de chômage de l'Î.-P.-É. a chuté à son plus bas niveau en deux ans en juillet. Nous prévoyons que les ventes au détail de la province afficheront l'un des taux les plus élevés au Canada cette année et l'année prochaine, passant respectivement à 5,1 %, puis à 4,2 %.

Les contraintes budgétaires alourdissent l'économie provinciale

Les réductions prévues des dépenses en capital de 27 % en 2012 et de 21 % en 2013 par le gouvernement provincial ont amorti l'économie de l'Î.-P.-É. à court terme. Bien que le secteur privé doive rester en bonne forme en 2012, l'incidence des contraintes budgétaires sur la fonction publique, en plus du décroissement de la population, devrait freiner la demande intérieure en 2013. D'une part, l'harmonisation de la taxe de vente provinciale et de la TPS du gouvernement fédéral au prochain mois d'avril pourrait aussi modérer les dépenses à la consommation, puisque la portion provinciale de la taxe inclura désormais des articles qui étaient jusqu'alors non taxables. D'une autre part, cette harmonisation pourrait favoriser, à plus long terme, l'embauche et les investissements, car elle réduira le fardeau fiscal des entreprises, leur permettant ainsi d'utiliser leurs ressources de façon plus productive.

Le pétrole fait du surplace alors que les minéraux carburent

Les répercussions des travaux de maintenance à deux grands gisements pétroliers à Terre-Neuve-et-Labrador sur la production de pétrole brut sont évidentes ; on constate un recul de 10,5 % au premier semestre de cette année par rapport à la période correspondante l'année dernière. Tout indique que cette baisse s'intensifiera au troisième trimestre. La chute considérable de la production de l'extraction pétrolière et gazière – le secteur contribuant le plus au PIB de la province – freinera considérablement la croissance économique de la province à 1,5 % cette année, alors qu'elle affichait un robuste taux de 3,0 % l'année dernière. La reprise de l'exploitation des deux gisements provoquera un rebond dans la production pétrolière en 2013 et, avec la production des mines de métaux en plein essor dans la province, nous prévoyons que le PIB réel progressera plus rapidement à 3,3 % en 2013.

Le minerai de fer hors du marasme

Les solides gains des exportations de biens industriels ont plus que compensé les baisses récentes des exportations énergétiques et ont poussé les exportations de Terre-Neuve-et-Labrador à un niveau plus élevé de 13 % à ce jour cette année. Les exportations de minerai de fer ont augmenté de presque 18 %, du début de l'année jusqu'en juin, alors que les totaux de l'industrie regroupaient les envois du nouveau projet de Labrador Iron Mines et ceux des installations nouvellement agrandies d'Iron Ore Company of Canada. L'augmentation presque décuplée des exportations des machineries et des équipements au deuxième trimestre de cette année – essentiellement attribuable à la hausse des exportations en aérospatial – constituait un revirement impressionnant après quatre années de baisses. L'accélération de la production des gisements miniers, nouveaux et existants, de la province, notamment celui du projet de minerai de fer à enfournement direct, permettra de réaliser d'autres gains dans la production minière de l'année prochaine. Alors que tous les gisements pétroliers seront tous en exploitation d'ici 2013, le secteur des exportations de Terre-Neuve-et-Labrador tournera à plein régime l'année prochaine.

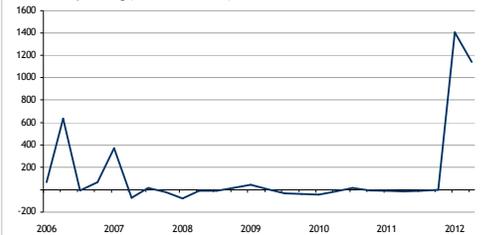
Les investissements continueront de soutenir la croissance

Avec les annonces d'un corridor de transport proposé pour les producteurs de minerai de fer d'une valeur d'environ 5 G\$ et d'un investissement évalué à 3,1 G\$ dans Aldeiron Iron Ore Corp., il semble que les grands projets d'investissement continueront de soutenir la croissance de la province à long terme. Cette année, les investissements des entreprises devraient être un catalyseur de l'économie à un rythme toutefois plus modéré que celui de l'an dernier, alors que les dépenses liées à des projets alimentaient la meilleure croissance du pays. Pour une troisième année de croissance des investissements devant dépasser les 20 %, les dépenses en construction au gisement pétrolier d'Hebron et dans l'industrie du minerai de fer devraient être encore importantes en 2012. Pour 2013, les dépenses en immobilisations diminueront aux installations hydro-métallurgiques de Vale ; toutefois, les travaux préparatoires du projet hydroélectrique de Muskrat Falls devraient amortir ces baisses, maintenant ainsi les perspectives de croissance modeste en investissements des entreprises dans la province en 2013.

Performance positive de l'économie provinciale

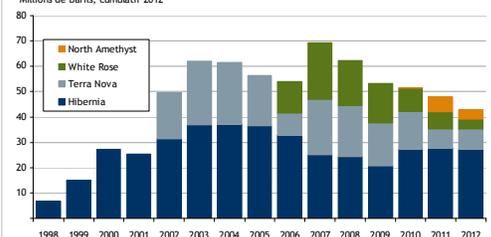
L'économie provinciale continue de montrer des signes de croissance modérée cette année. Bien que le marché de l'emploi ait descendu de son sommet record atteint au printemps, nous prévoyons une reprise de la création d'emplois d'ici le reste de l'année avec un gain de 1,7 % dans l'ensemble. Le marché de l'emploi devrait s'améliorer un peu plus tard dans la période visée par nos prévisions et soutenir les dépenses à la consommation et la construction immobilière. Les consommateurs et les entreprises sont ainsi d'attaque pour appuyer l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador en 2013.

Exportations provinciales, machinerie et équipement : Terre-Neuve-et-Labrador
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, non désaisonnalisées



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Production extraterritoriale de pétrole brut : Terre-Neuve-et-Labrador
Millions de barils, cumulatif 2012



Source : Office Canada - Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extraterritoriaux, Recherche

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

| | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| PIB réel | 6,1 | 3,0 | 1,5 | 3,3 |
| Emploi | 3,4 | 2,7 | 1,7 | 1,4 |
| Taux de chômage (%) | 14,4 | 12,7 | 12,5 | 11,5 |
| Ventes au détail | 4,6 | 5,1 | 4,0 | 4,6 |
| Mises en chantier (unités) | 3 606 | 3 488 | 3 600 | 3 400 |
| Indice des prix à la consommation | 2,4 | 3,4 | 2,4 | 2,0 |

Laura Cooper
Économiste

David Onyett-Jeffries
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

| | PIB réel | | | | Emploi | | | | Taux de chômage | | | | Mises en chantier Milliers | | | | Ventes au détail | | | | IPC | | | |
|---------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------------|------------|------------|------------|-------------------------------|------------|------------|------------|------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 10 | 11P | 12P | 13P | 10 | 11P | 12P | 13P | 10 | 11P | 12P | 13P | 10 | 11P | 12P | 13P | 10 | 11P | 12P | 13P | 10 | 11P | 12P | 13P |
| T.-N. & L. | 6,1 | 3,0 | 1,5 | 3,3 | 3,4 | 2,7 | 1,7 | 1,4 | 14,4 | 12,7 | 12,5 | 11,5 | 3,6 | 3,5 | 3,6 | 3,4 | 4,6 | 5,1 | 4,0 | 4,6 | 2,4 | 3,4 | 2,4 | 2,0 |
| Î.-P.-É. | 2,6 | 1,1 | 1,8 | 1,9 | 3,0 | 1,9 | 1,4 | 1,0 | 11,1 | 11,4 | 11,0 | 10,3 | 0,8 | 0,9 | 0,9 | 0,8 | 5,3 | 5,6 | 5,1 | 4,2 | 1,8 | 2,9 | 2,1 | 2,0 |
| N.-É. | 1,9 | 0,5 | 1,3 | 2,3 | 0,2 | 0,1 | 0,9 | 1,2 | 9,3 | 8,8 | 9,0 | 8,5 | 4,3 | 4,6 | 4,4 | 4,5 | 4,5 | 3,5 | 4,0 | 4,0 | 2,2 | 3,8 | 2,1 | 2,0 |
| N.-B. | 3,1 | 0,2 | 1,0 | 1,8 | -1,0 | -1,1 | 0,5 | 1,0 | 9,3 | 9,5 | 9,8 | 9,3 | 4,1 | 3,5 | 3,4 | 3,2 | 5,0 | 4,8 | 1,5 | 4,1 | 2,1 | 3,5 | 2,0 | 1,9 |
| QUÉ. | 2,5 | 1,7 | 1,0 | 1,7 | 1,7 | 1,0 | 0,3 | 1,1 | 8,0 | 7,8 | 7,9 | 7,9 | 51,4 | 48,4 | 47,0 | 41,0 | 6,2 | 2,9 | 2,2 | 4,0 | 1,3 | 3,0 | 2,2 | 1,8 |
| ONT. | 3,0 | 1,9 | 2,2 | 2,3 | 1,7 | 1,8 | 0,9 | 1,3 | 8,7 | 7,8 | 7,8 | 7,6 | 60,4 | 67,8 | 76,3 | 68,0 | 5,4 | 3,6 | 2,8 | 3,9 | 2,4 | 3,1 | 1,6 | 1,8 |
| MAN. | 2,4 | 1,3 | 3,3 | 3,2 | 1,9 | 0,8 | 0,9 | 1,3 | 5,4 | 5,4 | 5,4 | 5,1 | 5,9 | 6,1 | 6,9 | 5,7 | 5,7 | 4,3 | 3,0 | 4,8 | 0,8 | 2,9 | 1,6 | 2,0 |
| SASK. | 4,0 | 4,8 | 3,6 | 4,0 | 0,9 | 0,3 | 1,9 | 1,9 | 5,2 | 5,0 | 4,9 | 4,6 | 5,9 | 7,0 | 9,0 | 7,8 | 3,4 | 7,5 | 6,4 | 6,2 | 1,3 | 2,8 | 1,9 | 2,5 |
| ALB. | 3,3 | 5,2 | 3,8 | 3,6 | -0,4 | 3,8 | 3,0 | 2,5 | 6,5 | 5,5 | 4,6 | 4,5 | 27,1 | 25,7 | 32,8 | 32,0 | 6,0 | 6,9 | 8,8 | 6,4 | 1,0 | 2,4 | 1,1 | 1,4 |
| C.-B. | 3,0 | 2,9 | 2,3 | 2,7 | 1,7 | 0,8 | 1,8 | 1,5 | 7,6 | 7,5 | 6,8 | 6,6 | 26,5 | 26,4 | 27,3 | 23,0 | 5,4 | 3,1 | 4,6 | 4,2 | 1,4 | 2,3 | 1,4 | 1,2 |
| CANADA | 3,2 | 2,4 | 2,1 | 2,4 | 1,4 | 1,6 | 1,1 | 1,4 | 8,0 | 7,5 | 7,3 | 7,1 | 190 | 194 | 212 | 189 | 5,6 | 4,1 | 3,9 | 4,4 | 1,8 | 2,9 | 1,6 | 1,7 |

Tableau comparatif

2010, sauf indication contraire

| | T.-N. & L. | Î.-P.-É. | N.-É. | N.-B. | QUÉ. | ONT. | MAN. | SASK. | ALB. | C.-B. |
|--|------------|----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Population (milliers) (2011) | 511 | 146 | 945 | 755 | 7 980 | 13 373 | 1 251 | 1 058 | 3 779 | 4 573 |
| Produit intérieur brut (milliards \$) | 28,2 | 5,0 | 36,4 | 29,4 | 319,3 | 612,5 | 54,3 | 63,6 | 263,5 | 203,1 |
| PIB réel (en milliards de \$ 2002) | 19,0 | 4,3 | 30,0 | 24,2 | 273,9 | 527,8 | 43,7 | 41,5 | 183,3 | 167,1 |
| Part des provinces dans le PIB canadien (%) | 1,7 | 0,3 | 2,2 | 1,8 | 19,7 | 37,7 | 3,3 | 3,9 | 16,2 | 12,5 |
| Croissance PIB réel (TAC, 2005-10, %) | 1,6 | 1,8 | 1,3 | 1,4 | 1,4 | 0,7 | 2,4 | 1,3 | 1,4 | 1,7 |
| PIB réel par habitant (\$ 2002) | 37 214 | 29 966 | 31 701 | 32 166 | 34 640 | 39 902 | 35 435 | 39 769 | 49 249 | 36 899 |
| Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2005-10, %) | 1,7 | 1,1 | 1,2 | 1,2 | 0,5 | -0,4 | 1,4 | 0,3 | -0,9 | 0,2 |
| Revenu personnel disponible par habitant (\$) | 27 402 | 24 645 | 27 308 | 27 091 | 26 642 | 29 893 | 27 645 | 30 593 | 37 885 | 29 175 |
| Croissance de l'emploi (TAC, 2006-11, %) | 1,0 | 1,1 | 0,5 | 0,1 | 1,1 | 0,9 | 1,2 | 1,3 | 1,8 | 1,2 |
| Taux d'emploi (août, 2012 %) | 53,6 | 59,8 | 58,5 | 56,7 | 60,0 | 61,0 | 65,2 | 66,7 | 69,9 | 60,8 |
| Indice d'inconfort (inflation + chômage, juil. 2012) | 14,4 | 11,7 | 10,8 | 10,9 | 9,5 | 8,6 | 7,5 | 6,7 | 5,5 | 8,1 |
| Production manufacturière (% du PIB, 2008) | 3,5 | 9,9 | 7,8 | 11,2 | 16,3 | 14,1 | 13,7 | 6,5 | 6,3 | 8,1 |
| Dépenses individ. des biens et services (% du PIB) | 46,3 | 72,3 | 69,7 | 64,4 | 62,2 | 60,1 | 59,5 | 46,5 | 43,5 | 65,4 |
| Exportations (% du PIB) | 37,1 | 20,7 | 19,1 | 40,5 | 25,5 | 31,5 | 27,0 | 39,1 | 33,3 | 21,5 |

Tableaux

Colombie-Britannique

| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| PIB réel | millions de \$ constants de 2002 | 159 729 | 164 496 | 165 641 | 162 225 | 167 140 | 171 987 | 175 943 | 180 605 |
| | évolution (%) | 4,1 | 3,0 | 0,7 | -2,1 | 3,0 | 2,9 | 2,3 | 2,7 |
| Nombre d'emplois | en milliers | 2 147 | 2 223 | 2 266 | 2 218 | 2 257 | 2 275 | 2 315 | 2 349 |
| | évolution (%) | 2,6 | 3,5 | 2,0 | -2,1 | 1,7 | 0,8 | 1,8 | 1,5 |
| Taux de chômage | (%) | 4,8 | 4,3 | 4,6 | 7,7 | 7,6 | 7,5 | 6,8 | 6,6 |
| Ventes au détail | en millions de dollars | 53 133 | 56 930 | 57 783 | 55 222 | 58 220 | 60 005 | 62 742 | 65 347 |
| | évolution (%) | 7,6 | 7,1 | 1,5 | -4,4 | 5,4 | 3,1 | 4,6 | 4,2 |
| Mises en chantier | unités | 36 443 | 39 195 | 34 321 | 16 077 | 26 479 | 26 400 | 27 300 | 23 000 |
| | évolution (%) | 5,1 | 7,6 | -12,4 | -53,2 | 64,7 | -0,3 | 3,4 | -15,8 |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100 | 108,1 | 110,0 | 112,3 | 112,3 | 113,8 | 116,5 | 118,1 | 119,5 |
| | évolution (%) | 1,7 | 1,7 | 2,1 | 0,0 | 1,4 | 2,3 | 1,4 | 1,2 |

Alberta

| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| PIB réel | millions de \$ constants de 2002 | 180 852 | 184 008 | 185 668 | 177 376 | 183 251 | 192 780 | 200 009 | 207 110 |
| | évolution (%) | 5,8 | 1,7 | 0,9 | -4,5 | 3,3 | 5,2 | 3,8 | 3,6 |
| Nombre d'emplois | en milliers | 1 916 | 1 991 | 2 054 | 2 025 | 2 017 | 2 094 | 2 156 | 2 210 |
| | évolution (%) | 5,0 | 3,9 | 3,1 | -1,4 | -0,4 | 3,8 | 3,0 | 2,5 |
| Taux de chômage | (%) | 3,4 | 3,5 | 3,6 | 6,6 | 6,5 | 5,5 | 4,6 | 4,5 |
| Ventes au détail | en millions de dollars | 55 972 | 61 487 | 61 614 | 56 478 | 59 849 | 64 004 | 69 657 | 74 147 |
| | évolution (%) | 15,4 | 9,9 | 0,2 | -8,3 | 6,0 | 6,9 | 8,8 | 6,4 |
| Mises en chantier | unités | 48 962 | 48 336 | 29 164 | 20 298 | 27 088 | 25 704 | 32 800 | 32 000 |
| | évolution (%) | 19,9 | -1,3 | -39,7 | -30,4 | 33,5 | -5,1 | 27,6 | -2,4 |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100 | 112,3 | 117,9 | 121,6 | 121,5 | 122,7 | 125,7 | 127,0 | 128,8 |
| | évolution (%) | 3,9 | 4,9 | 3,2 | -0,1 | 1,0 | 2,4 | 1,1 | 1,4 |

Saskatchewan

| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel | millions de \$ constants de 2002 | 38 266 | 39 626 | 41 466 | 39 911 | 41 520 | 43 513 | 45 079 | 46 860 |
| | évolution (%) | -1,6 | 3,6 | 4,6 | -3,8 | 4,0 | 4,8 | 3,6 | 4,0 |
| Nombre d'emplois | en milliers | 492 | 504 | 513 | 519 | 524 | 526 | 536 | 546 |
| | évolution (%) | 1,8 | 2,4 | 1,7 | 1,3 | 0,9 | 0,3 | 1,9 | 1,9 |
| Taux de chômage | (%) | 4,7 | 4,2 | 4,1 | 4,8 | 5,2 | 5,0 | 4,9 | 4,6 |
| Ventes au détail | en millions de dollars | 11 554 | 13 129 | 14 673 | 14 598 | 15 101 | 16 234 | 17 280 | 18 348 |
| | évolution (%) | 7,0 | 13,6 | 11,8 | -0,5 | 3,4 | 7,5 | 6,4 | 6,2 |
| Mises en chantier | unités | 3 715 | 6 007 | 6 828 | 3 866 | 5 907 | 7 031 | 9 000 | 7 800 |
| | évolution (%) | 8,1 | 61,7 | 13,7 | -43,4 | 52,8 | 19,0 | 28,0 | -13,3 |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100 | 109,1 | 112,2 | 115,9 | 117,1 | 118,7 | 122,0 | 124,2 | 127,3 |
| | évolution (%) | 2,0 | 2,9 | 3,2 | 1,1 | 1,3 | 2,8 | 1,9 | 2,5 |

Manitoba

| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel | millions de \$ constants de 2002 | 40 181 | 41 263 | 42 838 | 42 705 | 43 746 | 44 315 | 45 777 | 47 219 |
| | évolution (%) | 3,4 | 2,7 | 3,8 | -0,3 | 2,4 | 1,3 | 3,3 | 3,2 |
| Nombre d'emplois | en milliers | 589 | 599 | 608 | 608 | 620 | 624 | 630 | 638 |
| | évolution (%) | 1,2 | 1,7 | 1,7 | 0,0 | 1,9 | 0,8 | 0,9 | 1,3 |
| Taux de chômage | (%) | 4,3 | 4,4 | 4,2 | 5,2 | 5,4 | 5,4 | 5,4 | 5,1 |
| Ventes au détail | en millions de dollars | 12 874 | 14 016 | 14 980 | 14 915 | 15 766 | 16 448 | 16 938 | 17 759 |
| | évolution (%) | 4,1 | 8,9 | 6,9 | -0,4 | 5,7 | 4,3 | 3,0 | 4,8 |
| Mises en chantier | unités | 5 028 | 5 738 | 5 537 | 4 174 | 5 888 | 6 083 | 6 900 | 5 700 |
| | évolution (%) | 6,3 | 14,1 | -3,5 | -24,6 | 41,1 | 3,3 | 13,4 | -17,4 |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100 | 108,7 | 110,9 | 113,4 | 114,1 | 115,0 | 118,4 | 120,3 | 122,6 |
| | évolution (%) | 1,9 | 2,1 | 2,2 | 0,6 | 0,8 | 2,9 | 1,6 | 2,0 |

Ontario

| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| PIB réel | millions de \$ constants de 2002 | 522 998 | 533 233 | 529 828 | 512 685 | 527 813 | 537 841 | 549 405 | 561 767 |
| | évolution (%) | 2,4 | 2,0 | -0,6 | -3,2 | 3,0 | 1,9 | 2,2 | 2,3 |
| Nombre d'emplois | en milliers | 6 449 | 6 564 | 6 666 | 6 502 | 6 610 | 6 731 | 6 791 | 6 877 |
| | évolution (%) | 1,2 | 1,8 | 1,6 | -2,5 | 1,7 | 1,8 | 0,9 | 1,3 |
| Taux de chômage | (%) | 6,3 | 6,4 | 6,5 | 9,0 | 8,7 | 7,8 | 7,8 | 7,6 |
| Ventes au détail | en millions de dollars | 140 591 | 145 965 | 151 672 | 147 920 | 155 964 | 161 608 | 166 111 | 172 512 |
| | évolution (%) | 4,0 | 3,8 | 3,9 | -2,5 | 5,4 | 3,6 | 2,8 | 3,9 |
| Mises en chantier | unités | 73 417 | 68 123 | 75 076 | 50 370 | 60 433 | 67 821 | 76 300 | 68 000 |
| | évolution (%) | -6,8 | -7,2 | 10,2 | -32,9 | 20,0 | 12,2 | 12,5 | -10,9 |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100 | 108,8 | 110,8 | 113,3 | 113,7 | 116,5 | 120,1 | 122,0 | 124,2 |
| | évolution (%) | 1,8 | 1,8 | 2,3 | 0,4 | 2,4 | 3,1 | 1,6 | 1,8 |

Québec

| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| PIB réel | millions de \$ constants de 2002 | 260 033 | 265 585 | 269 083 | 267 290 | 273 856 | 278 512 | 281 157 | 285 797 |
| | évolution (%) | 1,8 | 2,1 | 1,3 | -0,7 | 2,5 | 1,7 | 1,0 | 1,7 |
| Nombre d'emplois | en milliers | 3 743 | 3 834 | 3 880 | 3 848 | 3 915 | 3 954 | 3 964 | 4 008 |
| | évolution (%) | 1,1 | 2,4 | 1,2 | -0,8 | 1,7 | 1,0 | 0,3 | 1,1 |
| Taux de chômage | (%) | 8,1 | 7,2 | 7,2 | 8,5 | 8,0 | 7,8 | 7,9 | 7,9 |
| Ventes au détail | en millions de dollars | 86 505 | 90 406 | 94 806 | 93 740 | 99 509 | 102 444 | 104 683 | 108 840 |
| | évolution (%) | 4,9 | 4,5 | 4,9 | -1,1 | 6,2 | 2,9 | 2,2 | 4,0 |
| Mises en chantier | unités | 47 877 | 48 553 | 47 901 | 43 403 | 51 363 | 48 387 | 47 000 | 41 000 |
| | évolution (%) | -6,0 | 1,4 | -1,3 | -9,4 | 18,3 | -5,8 | -2,9 | -12,8 |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100 | 108,7 | 110,4 | 112,7 | 113,4 | 114,8 | 118,3 | 120,9 | 123,1 |
| | évolution (%) | 1,7 | 1,6 | 2,1 | 0,6 | 1,3 | 3,0 | 2,2 | 1,8 |

Tableaux

Nouveau-Brunswick

| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel | millions de \$ constants de 2002 | 23 174 | 23 439 | 23 583 | 23 484 | 24 216 | 24 264 | 24 507 | 24 948 |
| | évolution (%) | 2,4 | 1,1 | 0,6 | -0,4 | 3,1 | 0,2 | 1,0 | 1,8 |
| Nombre d'emplois | en milliers | 350 | 357 | 359 | 360 | 356 | 352 | 354 | 357 |
| | évolution (%) | 1,0 | 1,9 | 0,6 | 0,1 | -1,0 | -1,1 | 0,5 | 1,0 |
| Taux de chômage | (%) | 8,7 | 7,5 | 8,5 | 8,8 | 9,3 | 9,5 | 9,8 | 9,3 |
| Ventes au détail | en millions de dollars | 8 858 | 9 407 | 10 018 | 10 093 | 10 593 | 11 102 | 11 273 | 11 734 |
| | évolution (%) | 6,2 | 6,2 | 6,5 | 0,7 | 5,0 | 4,8 | 1,5 | 4,1 |
| Mises en chantier | unités | 4 085 | 4 242 | 4 274 | 3 521 | 4 101 | 3 452 | 3 400 | 3 200 |
| | évolution (%) | 3,2 | 3,8 | 0,8 | -17,6 | 16,5 | -15,8 | -1,5 | -5,9 |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100 | 109,2 | 111,3 | 113,2 | 113,5 | 115,9 | 120,0 | 122,3 | 124,7 |
| | évolution (%) | 1,7 | 1,9 | 1,7 | 0,3 | 2,1 | 3,5 | 2,0 | 1,9 |

Nouvelle-Écosse

| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel | millions de \$ constants de 2002 | 28 174 | 28 611 | 29 378 | 29 390 | 29 951 | 30 101 | 30 492 | 31 178 |
| | évolution (%) | 0,6 | 1,6 | 2,7 | 0,0 | 1,9 | 0,5 | 1,3 | 2,3 |
| Nombre d'emplois | en milliers | 441 | 448 | 452 | 451 | 452 | 453 | 457 | 462 |
| | évolution (%) | -0,1 | 1,6 | 0,9 | -0,1 | 0,2 | 0,1 | 0,9 | 1,2 |
| Taux de chômage | (%) | 7,9 | 7,9 | 7,7 | 9,2 | 9,3 | 8,8 | 9,0 | 8,5 |
| Ventes au détail | en millions de dollars | 11 141 | 11 616 | 12 089 | 12 102 | 12 652 | 13 097 | 13 620 | 14 165 |
| | évolution (%) | 5,8 | 4,3 | 4,1 | 0,1 | 4,5 | 3,5 | 4,0 | 4,0 |
| Mises en chantier | unités | 4 896 | 4 750 | 3 982 | 3 438 | 4 309 | 4 644 | 4 400 | 4 500 |
| | évolution (%) | 2,5 | -3,0 | -16,2 | -13,7 | 25,3 | 7,8 | -5,3 | 2,3 |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100 | 110,4 | 112,5 | 115,9 | 115,7 | 118,2 | 122,7 | 125,3 | 127,8 |
| | évolution (%) | 2,1 | 1,9 | 3,0 | -0,1 | 2,2 | 3,8 | 2,1 | 2,0 |

Île-du-Prince-Édouard

| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| PIB réel | millions de \$ constants de 2002 | 4 077 | 4 149 | 4 179 | 4 189 | 4 297 | 4 344 | 4 422 | 4 506 |
| | évolution (%) | 4,0 | 1,8 | 0,7 | 0,2 | 2,6 | 1,1 | 1,8 | 1,9 |
| Nombre d'emplois | en milliers | 68 | 69 | 70 | 69 | 71 | 72 | 73 | 74 |
| | évolution (%) | 0,6 | 0,7 | 1,2 | -1,4 | 3,0 | 1,9 | 1,4 | 1,0 |
| Taux de chômage | (%) | 11,0 | 10,3 | 10,7 | 12,0 | 11,1 | 11,4 | 11,0 | 10,3 |
| Ventes au détail | en millions de dollars | 1 509 | 1 621 | 1 703 | 1 681 | 1 770 | 1 869 | 1 964 | 2 047 |
| | évolution (%) | 6,0 | 7,4 | 5,1 | -1,3 | 5,3 | 5,6 | 5,1 | 4,2 |
| Mises en chantier | unités | 738 | 750 | 712 | 877 | 756 | 940 | 900 | 800 |
| | évolution (%) | -14,4 | 1,6 | -5,1 | 23,2 | -13,8 | 24,3 | -4,3 | -11,1 |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100 | 111,6 | 113,6 | 117,5 | 117,3 | 119,5 | 123,0 | 125,6 | 128,1 |
| | évolution (%) | 2,2 | 1,8 | 3,4 | -0,1 | 1,8 | 2,9 | 2,1 | 2,0 |

Terre-Neuve-et-Labrador

| | | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012P | 2013P |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel | millions de \$ constants de 2002 | 18 129 | 19 791 | 19 712 | 17 930 | 19 027 | 19 598 | 19 892 | 20 548 |
| | évolution (%) | 3,0 | 9,2 | -0,4 | -9,0 | 6,1 | 3,0 | 1,5 | 3,3 |
| Nombre d'emplois | en milliers | 215 | 216 | 219 | 212 | 219 | 225 | 229 | 232 |
| | évolution (%) | 0,8 | 0,8 | 1,1 | -3,0 | 3,4 | 2,7 | 1,7 | 1,4 |
| Taux de chômage | (%) | 14,7 | 13,5 | 13,2 | 15,5 | 14,4 | 12,7 | 12,5 | 11,5 |
| Ventes au détail | en millions de dollars | 6 012 | 6 528 | 7 009 | 7 120 | 7 451 | 7 830 | 8 139 | 8 510 |
| | évolution (%) | 3,2 | 8,6 | 7,4 | 1,6 | 4,6 | 5,1 | 4,0 | 4,6 |
| Mises en chantier | unités | 2 234 | 2 649 | 3 261 | 3 057 | 3 606 | 3 488 | 3 600 | 3 400 |
| | évolution (%) | -10,6 | 18,6 | 23,1 | -6,3 | 18,0 | -3,3 | 3,2 | -5,6 |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100 | 109,5 | 111,1 | 114,3 | 114,6 | 117,4 | 121,4 | 124,2 | 126,8 |
| | évolution (%) | 1,8 | 1,4 | 2,9 | 0,3 | 2,4 | 3,4 | 2,4 | 2,0 |

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.